

PRÉFECTURE DES VOSGES

direction
départementale
de l'Équipement
Vosges



Service de l'Urbanisme
et de l'Habitat
Cellule Planification de
la Prévention des
Risques

ARRÊTÉ N° 22/05/DDE

Prescrivant l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles
- risque inondation – (PPRI)
concernant les crues du MADON
sur les communes de Chauffecourt, Mazirot, Valleroy-aux-Saules et Maroncourt.

Le Préfet des Vosges
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 modifiée relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles,

VU la loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, notamment ses articles 5 et 5-1, 40.1 à 40.7,

VU la loi 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et ses décrets d'application,

VU la loi 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement,

VU la loi 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains,

VU la loi 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages,

VU la loi 2004-811 du 13 août 2004 dite loi de modernisation de la sécurité civile,

VU le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif au Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles, notamment ses articles 1 à 8,

Vu le décret n° 2005-3 du 4 janvier 2005 modifiant le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

VU la circulaire du 24 janvier 1994 relative à la prévention des inondations et à la gestion des zones inondables, et son annexe sur les inondations de plaine,

VU la circulaire du 24 avril 1996 relative aux dispositions applicables au bâti et ouvrages existants en zones inondables,

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.126-1, L.443-2, R123-24, R126-1,

VU le code de la construction et de l'habitation et notamment le chapitre VI article 126-1,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.562-1 à L.562-8,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code forestier

VU la circulaire du 2 février 1994 relative aux dispositions à prendre en matière de maîtrise de l'urbanisation dans les zones inondables (non parue au J.O.)

VU l'arrêté n° 2001/804 en date du 14 mars 2001 portant prescription de création d'un Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles, risque inondation (PPRi) sur 94 communes, et pour le Madon notamment sur les communes d'Ambacourt, Poussay, Mirecourt, Mattaincourt, Vroville, Hymont, Velotte-et-Tatignecourt et Hagecourt,

CONSIDERANT que la fréquence et l'amplitude des crues dans la vallée du Madon sont susceptibles de provoquer des dommages aux personnes et aux biens notamment sur le territoire des communes d'Ambacourt, Chauffecourt, Poussay, Mazirot, Mirecourt, Mattaincourt, Vroville, Hymont, Velotte-et-Tatignecourt, Valleroy-aux-Saules, Maroncourt et Hagecourt pour lesquelles l'Etat dispose de données,

CONSIDERANT la nécessité de délimiter les terrains sur lesquels l'occupation ou l'utilisation du sol doivent être réglementées du fait de leur exposition aux risques naturels liés à la rivière le Madon,

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Equipement,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE :

Article 1^{er} :

La prescription d'un Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles - risque inondation - (PPRi) concernant les crues du Madon est prescrite sur le territoire des communes de :

1. Chauffecourt,
2. Mazirot,
3. Valleroy-aux-Saules,
4. Maroncourt,

en complément d'une partie des communes où un PPRi est déjà prescrit, à savoir Ambacourt, Poussay, Mirecourt, Mattaincourt, Vroville, Hymont, Velotte-et-Tatignecourt et Hagecourt de telle sorte qu'un PPRi continu soit réalisé de Hagecourt à Ambacourt (12 communes).

Article 2 :

Les périmètres mis à l'étude sont composés de secteurs délimités par les 4 plans au 1/25 000 ème annexés au présent arrêté (un par commune).

Article 3 :

La Direction Départementale de l'Equipement est chargée d'instruire le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles - risque inondation – (dit PPRi) concernant les crues de la rivière le Madon sur les communes citées à l'article 1 et les périmètres délimités à l'article 2, mais aussi sur les communes d'Ambacourt, Poussay, Mirecourt, Mattaincourt, Vroville, Hymont, Velotte-et-Tatignecourt et Hagecourt sur lesquelles un PPRi avait été prescrit par arrêté n° 2001-804 en date du 14 mars 2001.

Article 4 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Article 5 :

Le présent arrêté ainsi que les périmètres d'études qui lui sont annexés, seront tenus à la disposition du public :

- dans les mairies intéressées,
- dans les bureaux de la Préfecture du Département des Vosges, au SIDPC,
- dans les bureaux de la Sous-Préfecture de Neufchâteau,
- dans les bureaux de la Direction Départementale de l'Equipement/SUH/PPR à Epinal,
- dans les bureaux des subdivisions territoriales de l'Equipement de Vittel et de Charmes.

Article 6 :

Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage d'un mois dans les douze mairies désignées à l'article 1.

Article 7 :

Des ampliations du présent arrêté seront adressées :

- aux maires des communes intéressées,
- à MM. les Directeurs Départementaux de l'Equipement, de l'Agriculture et de la Forêt, et de l'Office National des Forêts,
- à MM. les Directeurs Régionaux de l'Environnement (DIREN), de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE) et du service de la Navigation du Nord-Est,
- à MM. les Présidents du Conseil Général, de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Epinal, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture
- au Centre Régional de la Propriété Forestière,

Article 8 :

M le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Directeur Départemental de l'Equipement et MM. les Maires des communes intéressées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Il est également possible de contester cette décision devant le Tribunal Administratif dans les mêmes conditions de délai ⁽¹⁾.

Copie certifiée conforme à l'original,
Direction Départementale de l'Equipement
 le Chef de la Cellule Planification de la Prévention des Risques

Claude FRESSE

A Epinal, le 27 FEB 2005

Le Préfet,
 Pour le Préfet et par délégation
 de la Préfecture

Yvon ALAIN

⁽¹⁾ « Il est conseillé avant tout recours, de demander les fiches d'information établies à cet effet par le Tribunal Administratif de Nancy.